De la présidentielle aux législatives : les multiples errements du NPA

Texte pour le bulletin de préparation du Conseil politique du NPA du 14 mai

L’occasion manquée des présidentielles

Le NPA a commencé par rater complètement le coche des présidentielles, sans prendre du tout la mesure de ce qui s’y jouait. Il peut bien sûr être légitime qu’un parti révolutionnaire ou en tout cas anticapitaliste profite de la tribune offerte par les élections pour faire entendre la spécificité de son orientation et se construire : mais d’une part, le NPA ne profite jamais de ces tribunes pour développer une orientation révolutionnaire clairement délimitée par rapport aux programmes réformistes, d’autre part il a complètement ignoré le sens politique que la candidature réformiste de Mélenchon avait dans la conjoncture présente.

Bien entendu, il ne s’agissait pas de faire des concessions au réformisme : le NPA aurait pu se donner pour objectif, comme la Tendance CLAIRE l’a fait quant à elle, de contribuer à battre Macron et à construire le bloc populaire, tout en dénonçant les illusions réformistes du programme de Mélenchon. Bref, il fallait faire une campagne de soutien critique à la candidature Mélenchon, participer de la dynamique de rupture qu’elle incarnait par rapport au néo-libéralisme (y compris sous sa forme « de gauche ») sans s’aligner sur son programme, plutôt que de se boucher le nez tout en défendant un programme certes plus progressiste sur de nombreux points importants, mais qui ne représente même pas une rupture qualitative par rapport à la logique réformiste de l’AEC.

L’enjeu de cette campagne ne devait pas être de faire vivre la boutique NPA, mais d’agir au mieux dans l’intérêt des travailleurs/ses : or, faire 0,5%, 0,8% ou même 2% ne permettait évidemment en rien de peser dans l’intérêt des classes populaires. Notons qu’aujourd’hui, le NPA regrette de n’avoir pas pu négocier avec l’UP un accord acceptable pour les législatives, notamment en raison de la présence du PS : on se doute bien que le NPA était le dernier souci de l’UP pour ces négociations, mais il en aurait évidemment été tout autrement si le NPA avait fait front avec l’UP dès les présidentielles, s’imposant comme un partenaire privilégié et défendant un profil « lutte des classes ».

De l’auto-construction à l’opportunisme

Le caractère insignifiant de cette orientation boutiquière apparaît d’autant plus nettement quand on regarde l’attitude du NPA une fois lancé le projet de constitution d’un front autour de l’UP pour la campagne des législatives.

Ce projet a connu plusieurs étapes. Au départ, les contours de ce front n’étaient pas encore du tout décidées (avec qui, sur quelles bases politiques, avec quel degré d’autonomie des organisations, etc.), et les orateurs/trices de l’UP ne cessaient de répéter que cela se ferait à l’exclusion du PS, qui n’était pas un vrai parti de gauche. Bref, la question du changement d’orientation de l’UP entre les présidentielles et les législatives (bloc populaire ou politique d’union de la gauche, etc.) ne se posait pas encore. Pourtant, ce qui était absolument inacceptable pour la majorité du NPA lors de la campagne présidentielle est soudainement devenu la politique la plus pertinente : il fallait désormais faire campagne avec l’Union populaire, tout en gardant une certaine indépendance, ne pas rester braquer sur l’idée qu’il ne pouvait jamais y avoir de front avec les réformistes, expliquer que notre classe n’était pas indifférente à la retraite à 60 ans et au SMIC à 1400 euros, etc. On se demande pourquoi tout cela n’était pas vrai quand il s’agissait de faire campagne pour faire élire Mélenchon président plutôt que premier ministre, alors que la première position offre une marge de manœuvre plus grande que la seconde pour appliquer une politique réformiste. Derrière le discours politique, ce sont encore de purs enjeux de boutique qui ont été décisifs dans un tel revirement : le NPA espérait se renforcer dans la campagne présidentielle grâce à quelques interventions bien senties de Philippe Poutou, alors qu’il sait qu’il ne gagne rien à se présenter seul aux législatives. Bref, dans cette histoire, le NPA n’a cessé de naviguer à vue et de s’orienter par opportunisme plutôt qu’en vertu de principes politiques cohérents.

Peu importe : même si c’est par opportunisme, on pourrait néanmoins se réjouir que la majorité du NPA ait rejoint une position objectivement satisfaisante. Ce n’a pourtant pas été le cas. Après nous avoir expliqué tout au long de la campagne présidentielle que le programme de Philippe Poutou était en rupture avec le réformisme de Mélenchon, et que pour cette raison il était scandaleux de ne pas soutenir la campagne du NPA, voilà qu’au fur et à mesure des négociations la majorité ne trouve plus aucune difficulté à défendre un projet d’accord effaçant toute distinction programmatique. Il était ainsi précisé que le NPA pouvait se retrouver avec l’UP autour d’un « programme partagé » de « plusieurs centaines de propositions ». On ne sait même pas lesquelles, mais on était prêt-e à s’engager à les soutenir ! Bref, au lieu de s’en tenir à un front unique électoral sur la base d’un socle commun de revendications, toutes les digues programmatiques pouvaient être rompues. Après avoir copieusement reproché à la TC d’avoir soutenu la campagne Mélenchon, la majorité ne voyait plus de problème à défendre un programme réformiste de centaines de propositions. Pourtant, la TC n’aurait jamais accepté la compromission à laquelle la majorité du NPA ne voyait plus aucun problème à consentir : quand nous avons fait la campagne Mélenchon, c’était sur

une base critique, en toute indépendance, sans jamais faire la moindre concession programmatique aux réformistes ; il n'a jamais été question de s'aligner sur le programme de Mélenchon.

Bien sûr, le projet d'accord précisait que le NPA pouvait sur certains points « aller plus loin » que le « programme partagé » (par exemple, le SMIC à 1800€ plutôt qu'à 1400€, etc.), mais seulement là où « aller plus loin » n'impliquait pas d'entrer en contradiction avec le programme commun défendu par ailleurs. Autrement dit, le NPA était prêt à renoncer à porter la moindre contradiction aux logiques réformistes. À l'inverse, la TC s'est employée à critiquer point par point le programme AEC, car une politique révolutionnaire consistante implique certes, dans la période, de participer à la construction d'un bloc populaire en rupture avec la bourgeoisie (la campagne Mélenchon était dans cette perspective le meilleur levier), mais aussi de contester à l'intérieur de ce bloc l'hégémonie du réformisme.

Précisons enfin que l'accord sur un « programme partagé de plusieurs centaines de propositions » ne relevait pas du malentendu : la TC a explicitement dénoncé cette partie de l'accord, et a proposé (au comité exécutif) des amendements clairs pour préciser les conditions auxquelles un front unique électoral était envisageable : pas de programme commun, mais un front large qui ne s'articule qu'autour d'un socle de quelques mesures d'urgence ; au-delà de cette plateforme de revendications immédiates, chaque organisation fait valoir sa propre orientation et son propre programme. Nous proposions ainsi de renoncer au point suivant :

« Nous partageons des objectifs programmatiques communs qui constitueront la base d'un programme partagé de plusieurs centaines de propositions. Le NPA sera de la majorité qui soutient le gouvernement dans l'application du programme partagé. »

Et de soumettre à la FI une proposition claire de front unique, sans soutien à l'intégralité d'un programme réformiste dont le contenu n'était même pas précisé :

« La "Nouvelle union populaire écologique et sociale" s'articule autour d'un socle de mesures commun, auquel il est possible d'adhérer sans soutenir l'intégralité du programme de gouvernement. Ainsi, le NPA soutient le gouvernement dans l'application de ce socle de mesures fondamentales, sans partager l'intégralité du programme de gouvernement que la FI, EELV, le PCF se sont déjà accordés à élaborer ensemble. C'est pourquoi le NPA ne participera pas lui-même au gouvernement, et conservera une indépendance au-delà du socle commun de mesures dans lequel se reconnaissent tous les membres de la "Nouvelle union populaire écologique et sociale" ».

Cette tentative de clarification a été rejetée par les délégué-e-s de la majorité. Il aurait au moins valu la peine de la porter et de voir la réaction de la FI, dont plusieurs indices tendent à indiquer qu'elle n'était pas si fermée que cela. Dans tous les cas, il était de toute façon inacceptable d'aller négocier avec la France Insoumise sur d'autres bases.

L’intégration du PS et les marges de manœuvre pour le NPA

On peut évidemment concevoir que de telles exigences étaient difficiles à défendre auprès de la FI, et que le NPA n’était pas en position de force dans les négociations. Nous ne nous faisons aucune illusion sur ce point. De fait, entretemps, les contours de la NUPES s’étaient précisés, et il ne s’agissait déjà plus d’un front unique large autour duquel rassembler par en-bas le bloc populaire, mais bien d’un accord d’union de la gauche par en-haut. Il était déjà acté avec le PCF et avec EELV que la NUPES porterait un programme commun. Il aurait été complètement illusoire d’imaginer que le NPA pouvait alors changer le profil de l’accord et transformer la nature de cette union. Parallèlement, il devenait de plus en plus certain que le PS serait intégré à l’accord, ce qui représentait dans les faits pour le NPA une ligne rouge qu’il n’a toutefois jamais osé clairement assumer lors des négociations (à plusieurs reprises, la FI a essayé de déterminer ce qu’il était possible de faire ensemble dans le cas où le PS serait dans l’accord, et le NPA a toujours refusé d’envisager clairement ce scénario).

Il restait pourtant une marge de manœuvre intéressante à négocier, et qui a été évoquée (de façon certes très informelle) par la FI elle-même quand elle a compris que la présence du PS serait un obstacle insurmontable pour faire signer le NPA. Il s’agissait d’envisager de participer à la campagne dans une position de soutien critique. C’est ce que nous avions proposé dès le lendemain du premier tour de la présidentielle dans un projet de motion pour le CPN (https://tendanceclaire.org/article.php?id=1794) :

Proposition pour les élections législatives

Même si Mélenchon a échoué sur le fil à atteindre le second tour, il progresse par rapport à 2017 alors même que le PCF présentait sa propre candidature. Quelle que soit l’issue du second tour de l’élection présidentielle, le vainqueur ne sera pas aussi largement élu que Macron en 2017. Les élections législatives sont davantage ouvertes, et la France insoumise peut augmenter fortement son nombre de député--s. Face au bloc d’extrême droite et au bloc macron-sarkozyste, nous devons défendre la perspective de la victoire électorale d’un bloc de gauche antilibérale et anticapitaliste pluraliste, en prenant appui sur la performance de Mélenchon à la présidentielle. Pour autant, un tel bloc ne suppose pas un quelconque ralliement au programme de l’Union populaire, ni même un accord programmatique (c’est une différence majeure avec ce qu’ont fait certains secteurs du NPA dans certaines régions en 2021).

Nous devons donc avancer la perspective d’une alliance électorale rassemblant la France insoumise, le PCF, le NPA, soutenue par un maximum de syndicats, d’associations antiracistes, féministes, etc. qui reposerait sur :

- un partage des circonscriptions sur la base des résultats de Mélenchon, de Roussel

et de Poutou au premier tour de l'élection présidentielle ;

- un soutien réciproque sur toutes les circonscriptions pour tenter de faire élire un maximum de député-e-s du bloc ;

- le droit pour chaque composante de l'alliance de faire campagne sur sa propre orientation, ses propres éléments de programme.

Une telle perspective répondrait à l'aspiration unitaire d'une grande partie des jeunes et des travailleurs/se-s, tout en reposant sur une délimitation par rapport à la gauche bourgeoise. Elle pourrait entretenir et amplifier une dynamique née de la campagne présidentielle de Mélenchon, avec l'objectif de se battre pour une majorité au parlement face à Macron et à l'extrême droite.

Cette tactique permettrait au NPA d'avoir quelques député.e.s, ce qui serait un outil important de construction du parti, d'autant plus que la formule du bloc sans accord programmatique leur laisserait une liberté de parole par rapport aux député-e-s PC ou FI. Du reste, on appliquerait ainsi, dans des conditions certes différentes, la tactique préconisée par Lénine en Grande-Bretagne dans *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, et adoptée par l'Internationale communiste : pour les législatives du début des années 1920, alors que la situation étaient encore marquée par la victoire de la révolution russe, il s'agissait que les communistes proposent au Parti travailliste britannique de le soutenir, malgré son réformisme, contre les candidats conservateurs, et qu'à l'inverse le Parti travailliste soutienne les candidats communistes dans les circonscriptions où ils étaient le mieux implantés.

Contre un nombre extrêmement réduit de circonscriptions, le NPA pouvait éventuellement participer à la campagne sans s'engager à soutenir le programme partagé et sans même appeler à voter pour les candidats socialistes sous la bannière NUPES. Cette position de soutien critique aurait permis au NPA de faire de la politique en toute indépendance, en gardant une entière autonomie dans son discours et dans son programme, tout en intégrant la dynamique politique suscitée par la campagne de la NUPES. Elle aurait également permis d'être acteur dans le devenir de ce « front » : la FI n'aurait pas eu seulement des organisations à sa droite, mais aussi une organisation à sa gauche. C'est d'ailleurs sans doute ce qui l'intéressait dans cette proposition : cela permettait à la FI de se placer dans une position plus centrale au sein de la NUPES, au lieu de devoir sans cesse négocier depuis la position la plus à gauche. Avec le représentant de l'ARC (qui a néanmoins refusé de s'opposer à la résolution de la U sur les législatives) dans l'équipe de négociateurs, nous avons proposé que le NPA envoie à l'UP une proposition d'accord sur la base d'un « soutien critique » et propose une dernière rencontre. Il est alors fort regrettable que la majorité du NPA n'ait même pas eu la volonté d'explorer cette dernière proposition, pour voir ce à quoi elle pouvait amener concrètement. Pour elle, il n'y avait aucun problème à s'aligner sur les réformistes quand le PS n'était pas dans la partie, mais son intégration a représenté un

obstacle qui devait l'empêcher d'explorer les options politiques qui lui restaient. Pourtant, la NUPES, ainsi qu'on a essayé de le montrer, reste l'élément central d'une dynamique qui conserve malgré tout un sens politique auquel nous n'avons pas le luxe de rester indifférents. Il y avait donc encore des marges de manœuvre qui méritaient au moins d'être envisagées sérieusement.

La présence du PS pose assurément de gros problèmes politiques , et il était impératif d'avoir toute latitude pour la dénoncer. Néanmoins, il ne paraît pas suffisant de se contenter de saisir un tel prétexte pour rejeter *tout* accord quand il était encore envisageable de bénéficier d'une position de soutien critique qui nous permettait de contester librement cette orientation. Or, on sait qu'une large base de l'UP est d'accord avec nous sur ce point : il y avait donc un espace, à l'intérieur de la NUPES, pour faire de la politique auprès des masses avec une bonne orientation.

Surtout, la façon dont la majorité du NPA a finalement justifié sa rupture lors des négociations frise la malhonnêteté. La présence du PS serait inacceptable en ce qu'elle aurait conduit l'UP à des renoncement programmatiques décisifs. Des centaines de mesures réformistes, passe encore : mais ce programme aurait fondamentalement changé de nature avec l'arrivée du PS. Or, sans remettre en cause que l'intégration du PS devait impérativement être dénoncée et combattue, la vérité est qu'à ce stade, rien n'indique que l'UP ait dû faire la moindre concession significative sur la plan du programme. Il est trompeur d'expliquer que l'UP « revient sur plusieurs propositions essentielles, une augmentation du SMIC qui ne serait plus 'immédiate', une rupture avec l'Europe libérale aux modalités devenues floues, 'la retraite à 60 ans pour tous' présentes dans les accords contractés avec EÉLV et le PCF devenu un 'droit à la retraite à 60 ans' (dont on sait qu'il signifie l'existence d'importantes décotes)… ». L'accord avec EELV, par exemple, ne parlait pas davantage d'une augmentation « immédiate » du SMIC (l'absence du mot n'implique donc pas de renoncement particulier suite à l'intervention du PS), et surtout Mélenchon continue, dans ses interviews, de parler d'augmentation immédiate. Quant au « droit à la retraite à 60 ans », il ne signifie pas du tout ce que le NPA lui fait dire : en fait, la retraite à 60 ans défendue par l'UP, même pendant la campagne présidentielle, a toujours été un droit à la retraite à 60 ans avec obligation de cotiser 40 annuités pour toucher l'intégralité de la pension ; quant aux décotes (qu'il ne faut pas confondre avec le fait de ne toucher par exemple que 37 quarantièmes de sa retraite quand on a cotisé seulement 37 et non 40 : les décotes viennent en quelque sorte s'ajouter, en sorte qu'en partant au bout de 37 années, on touche moins que les 37 quarantièmes), le programme AEC restait extrêmement flou à ce sujet bien avant l'accord avec le PS, et il se trouve même que, depuis l'accord, Mélenchon a clarifié la question en précisant qu'il n'y aurait pas de décotes. La majorité du NPA aurait ainsi mieux fait de lire notre critique du programme AEC (https://tendanceclaire.org/article.php?id=1788) plutôt que de dire des contre-vérités sur ce point, alors même que nous lui avions explicitement rappelé pendant les négociations l'inexactitude de ces affirmations. Bref, la majorité du NPA peine à démontrer les renoncements qu'elle invoque pour justifier son opportunisme : la vérité,

c’est que tout ce qu’elle dénonce depuis l’accord avec le PS (et qui soit existait déjà auparavant soit n’existe toujours pas après pour l’instant), elle était prête à le défendre comme un programme partagé ! Ce n’est certainement pas par fidélité à des exigences programmatiques, que la majorité n’a aucun mal à mettre sous le tapis quand cela l’arrange, que l’accord a été refusé.

Cela n'empêche évidemment pas que la stratégie d'union de la gauche suivie par l'UP la conduise à certaines dérives, qu'il faudra dénoncer en toute indépendance. Certains candidat-e-s investi-e-s ont un profil particulièrement droitier : ils ne doivent bénéficier d'aucun soutien de notre part. À l'inverse, l'UP a déjà commis une grave compromission en ne soutenant pas jusqu'au bout l'investiture de Taha Bouhafs *[au moment où ce texte a été écrit, nous n'avions pas connaissance des accusations d'agression sexuelle le visant]* - mais c'est ici le PCF, sans avoir besoin du PS, qui a mené directement la cabale. Bref, la présence du PS est assurément un contre-signal, mais c'est la stratégie d'union de la gauche en tant que telle qui comporte des risques de dérive (face auxquels il aurait été bon de pouvoir peser). Il fallait donc de toute façon garder une position critique, à la fois par rapport au programme réformiste défendu et face auquel il ne fallait entretenir aucune illusion (contrairement à ce que prévoyait le projet d'accord), et par rapport à la tactique politique d'union de la gauche (qu'il fallait déjà pouvoir critiquer avant l'arrivée du PS, ce que ne prévoyait pas non plus le projet d'accord).

Boutiquier pendant la présidentielle, quand il fallait avoir en vue des enjeux politiques d’une tout autre mesure, opportuniste et velléitaire quand il fallait clairement délimiter les conditions auxquelles un accord tactique pour les législatives était possible, le NPA a manifesté durant toute cette période électorale à la fois son incapacité à s’unir sur la base des enjeux d’une conjoncture politique concrète et à défendre en toute indépendance un programme révolutionnaire.

Tendance CLAIRE, le 12 mai 2022